

## **La lutte contre la précarité se poursuit, pour Marie Desbois et tou-tes les précaires**

Le 31 mai 2026, Marie Desbois (pseudonyme), chercheuse sans poste, s'est tuée.

Nos pensées vont à Marie Desbois, sa famille et ses proches, ainsi qu'à toutes les personnes bouleversées par cette annonce.

Nous avons appris cette mort avec une grande peine et une grande colère, par un message de l'un de ses proches, posté sur plusieurs listes professionnelles. Ce sont ces mêmes listes professionnelles où, quelques mois auparavant, elle avait choisi d'écrire sa détresse, qu'elle reliait explicitement avec sa précarité professionnelle. C'est donc une mort de plus au travail. Agée de 40 ans, elle n'avait pas de poste stable, elle allait de contrat en contrat de recherche depuis plusieurs années, malgré un fort investissement dans le monde académique. La violence des procédures de recrutement dans un contexte de pénurie de postes de titulaires, qui accroît les inégalités et les rapports de pouvoir sous couvert d'excellence et de méritocratie, faisait partie des injustices qu'elle dénonçait.

Ce drame est l'une des conséquences mortelles de politiques budgétaires toujours plus austéritaires. De nombreux postes sont gelés depuis plusieurs années, et au CNRS, après avoir épuisé le fond de roulement, l'Etat exige encore plus d'économies. Comment ne pas désespérer lorsque l'on n'a pas de poste alors qu'on a rempli successivement toutes les épreuves afin de pouvoir y prétendre ? Pour toutes celles et ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, les réductions budgétaires dégradent les conditions de travail. Cette situation a ainsi des conséquences immédiates sur la santé au travail, particulièrement chez les non-titulaires - nous le constatons chaque jour dans nos accompagnements syndicaux de cas individuels. Tout cela se déroule sous nos yeux, dans un contexte d'affaiblissement des instances telles que les F4sct et les F3sct, destinées à protéger la santé et les conditions de travail de tous les personnels, qui se dégradent de manière continue, de sous-financement et de casse des services publics, dans l'ESR comme ailleurs.

Sans changement politique fort, d'autres drames sont inévitables. Ils se déroulent déjà à bas bruit, comme le soulignent régulièrement les groupes de non titulaires mobilisés contre la précarité. Une mobilisation collective est donc nécessaire pour exiger une augmentation massive des postes statutaires et une politique ambitieuse de reconnaissance et de prise en charge des enjeux de santé au travail. La souffrance qui s'exprime au travail ne saurait être réduite à des contextes individuels, des fragilités psychiques : c'est une souffrance qui s'exprime là parce qu'elle se nourrit là, quotidiennement. Nous appelons tou-tes les membres de nos collectifs de travail à rester vigilant-es face aux souffrances parmi nous : nos collectifs sont aussi des relais et des sources de soutien en cas de souffrance. Nous espérons qu'un hommage pourra être rendu à Marie, et à toutes celles et ceux morts de la précarité et du mal-être au travail.